

Communiqué de presse

Grenelle de l'environnement, entre mythe et réalité : menace de démantèlement du site de la Bergerie Nationale de Rambouillet

La Bergerie Nationale est un outil original géré par le Ministère de l'Agriculture et la Région Ile de France, au service du monde agricole et rural. Depuis 20 ans son objectif est d'accompagner l'évolution de l'agriculture française vers des objectifs de durabilité, confortés par le Grenelle de l'Environnement. L'originalité de ce site est la combinaison de centres de formation (jeunes et professionnels), de démonstration via l'exploitation agricole et le centre hippique, et la diffusion / mise en réseau de pratiques innovantes auprès de partenaires régionaux et nationaux. L'exploitation est notamment un lieu de démonstration d'un cheminement vers une agriculture plus durable en réponse aux demandes sociales (agriculture biologique, Amap...).

Le travail réalisé (formations, séminaires, production de ressources, animation de projets et de réseaux, recherche-action...) est reconnu par les partenaires institutionnels, professionnels et associatifs qui sollicitent fréquemment les services de l'établissement. Le rôle de la Bergerie Nationale s'inscrit dans les missions du service public qui est d'accompagner et d'impulser sur le long terme les mutations du monde agricole et rural dans une vision de développement soutenable.

La gestion du bâti historique nécessite depuis plusieurs années une évolution des statuts de l'établissement. Suite à cela, le Ministère de l'Agriculture a annoncé en conseil d'administration le démantèlement et la répartition de la gestion des divers centres (exploitation, centre de formation, département d'appui à l'enseignement agricole et aux territoires...). Cette décision pose plusieurs problèmes :

- Elle met en péril l'efficacité et la richesse du travail sur ce site original.
- Elle est faite avec un déficit flagrant de transparence et de concertation avec les représentants du personnel et les partenaires institutionnels régionaux qui sont partie prenante sur ce site.
- Elle ne donne aucune information officielle sur l'exploitation et laisse craindre sa fermeture à court terme.
- Enfin, elle n'évoque aucune solution alternative à la question de l'évolution des statuts.

D'après le représentant du Conseil Régional s'exprimant le 29 avril 2011 au Conseil d'Administration de l'établissement, les enjeux de cette opération sont davantage financiers et fonciers qu'en termes d'efficacité de service public. Dans cette opération, l'état met en péril un outil qui a été long à construire et qui est plus que jamais utile compte tenu des enjeux actuels de la société. Les demandes de transparence et d'information avec une vraie concertation sur les objectifs finaux de cette opération ne sont toujours pas entendues par le Ministère. Au delà des inquiétudes du personnels en terme d'emploi, pourquoi un tel manque de transparence et autant de précipitation autour de la gestion de cet établissement ?

Contacts :

Collectif.personnels.bn@gmail.com